



Vive le PCF (mlm) !

Les démocraties populaires

Les fronts nationaux démocratiques

Dans la seconde moitié des années 1930, l'Internationale Communiste a mis en avant le Front populaire comme moyen de faire obstacle au fascisme. Elle cessa son activité en 1943 mais, parallèlement, les Partis Communistes qui en avaient fait partie et qui faisaient face à l'occupation nazie ou à des régimes fascistes pro-nazis mirent en place une ligne y correspondant.

Un front national-démocratique devait être mis en avant afin d'unifier l'ensemble des forces opposées aux régimes fascistes. Ce Front fut donc proposé sans distinction à tous les partis opposés au régime fasciste, donc jusqu'aux partis bourgeois non nationalistes, du centre, chrétien, etc.

Sa base était nationale, au sens de pour l'indépendance ; sa symbolique reprend les couleurs nationales. Cela devait souligner qu'une petite minorité aux commandes de la guerre et du fascisme étaient hostiles à tout le reste du pays.

Sa base était également démocratique, car il s'agissait de liquider les institutions établies par cette petite minorité aux commandes.

En France est ainsi mis en place un Front National en 1941, alors qu'en Allemagne on a en 1943 un Comité national pour une Allemagne libre, puis en 1945 un Bloc des partis antifascistes-démocratiques et en 1949 un Front National de la République Démocratique Allemande.

En Albanie, il y a un Front de Libération Nationale en 1942, qui devint le Front Démocratique en 1945 ; en Tchécoslovaquie, un Front National des Tchèques et des Slovaques est mis en place en 1943.

En Grèce, on a le Front de Libération Nationale fondé en 1941, en Italie le Front populaire démocratique en 1948.

En Bulgarie, il y a un Front patriotique fondé en 1942 ; en Roumanie, on trouve un Front National Démocratique fondé en 1944 ; en Pologne, c'est un Bloc Démocratique en 1947, puis un Front de l'Unité Nationale en 1952.

En Yougoslavie, c'est un Front Uni de Libération populaire fondé en 1944 (devenant l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie en 1953).

En Hongrie, on trouve le Front de l'Indépendance Nationale en 1944, devenant le Front populaire de l'indépendance hongroise en 1949.

Les positionnements de ces fronts étaient cependant très différents et on peut considérer qu'il existe quatre cas de figure.

Le modèle standard est celui où le Parti Communiste développe un élan suffisant pour être à la pointe du Front populaire qu'il a généré, galvanisant les masses populaires et s'arrogeant à la fois prestige et reconnaissance.

Le modèle inverse est celui où le Front disparaît au profit d'une alliance avec la bourgeoisie sous sa direction, comme en France et en Italie ; le Front populaire démocratique en Italie en 1948 est en fait un simple front électoral.

Il y a deux autres cas : celui où le Parti Communiste est très faible et à la traîne dans le Front et celui où il s'efface derrière le Front, n'apparaissant même plus publiquement.

Front national démocratique avec le Parti Communiste puissant comme moteur	Tchécoslovaquie, Grèce, Bulgarie, Allemagne
Front national démocratique avec le Parti Communiste faible et suiviste	Hongrie, Pologne, Roumanie
Front national démocratique inexistant	France, Italie
Front national démocratique remplaçant le Parti Communiste	Albanie, Yougoslavie

Tous ces Fronts, au-delà des différences de mise en place, de situations, voire de conceptions, ont le même objectif : liquider la haute bourgeoisie et les dirigeants de l'armée, qui tous deux ont dirigé le pays pendant la guerre aux dépens de la population.

Le Front est national et démocratique. Il est national, car il veut éjecter la haute bourgeoisie soit qui a eu une visée impériale cosmopolite ou qui a suivi une telle visée en transformant le pays en satellite. Il est démocratique, car le régime mis en place par la haute bourgeoisie a consisté en une dictature fasciste opprimant les plus larges masses, ne servant que la haute bourgeoisie.

Ce que dit Walter Ulbricht dans son rapport à Berlin le 19 avril 1946 lors du XV^e congrès du Parti Communiste d'Allemagne est ainsi valable dans tous les pays où il y a front national démocratique :

« La question essentielle qui se pose présentement en Allemagne est de se débarrasser des bases matérielles de l'impérialisme et du militarisme allemands, et la lutte contre les idéologies impérialistes et militaristes.

Il ne doit pas être de nouveau permis aux forces impérialistes réactionnaires, aux messieurs des monopoles et de la banque et aux grands propriétaires terriens d'utiliser la démocratie dans leur combat contre l'ordre démocratique et pour la reconstruction de leurs organisations réactionnaires.

Le malheur national de notre peuple a tenu justement en cela que les forces réactionnaires aient réussi, à tous les tournants décisifs dans l'histoire allemande, à avoir le dessus sur les forces progressistes.

La tâche nationale fondamentale est pour cette raison présentement d'arracher le pouvoir aux porteurs de cette politique réactionnaire, pillarde, ennemi du peuple. »

Les tâches national-démocratiques

L'objectif des Fronts nationaux-démocratiques a une double nature : national et démocratique. On peut considérer les tâches principales comme les suivantes :

- expropriation de la haute bourgeoisie ;
- nationalisation des principales entreprises du pays et du secteur bancaire ;
- condamnation des dirigeants et responsables militaires ;
- réforme agraire ;
- mise en place d'un nouvel appareil d'État ;
- génération de structures démocratiques populaires à tous les niveaux ;
- unifier les socialistes et les communistes en un seul Parti, unifier toutes les organisations ouvrières en général.

Ce dernier point est essentiel. Il est considéré comme l'élément déclencheur permettant tout le reste. Cela se reflète dans la position du Parti Communiste Français lors de son Xe congrès au milieu de l'année 1945 :

« Le Xe Congrès, au nom des 900 000 MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, appelle solennellement les camarades socialistes à réaliser, avec les communistes, leur UNITÉ au sein d'un GRAND PARTI OUVRIER FRANÇAIS ; cette UNITÉ donnera à la classe ouvrière de notre pays une force, un rayonnement, une capacité d'action et de rassemblement incomparable.

Et l'UNITÉ politique de la classe ouvrière, loin d'être un obstacle à la réalisation d'une large UNITÉ NATIONALE, en sera, au contraire, le plus sûr garant, car un GRAND PARTI OUVRIER FRANÇAIS, réalisant en son sein l'UNITÉ politique de la classe ouvrière, pourra jouer un rôle décisif dans le rassemblement de toutes les forces progressives démocratiques du pays.

EN AVANT, donc, sous le drapeau de l'UNITÉ de la classe ouvrière et de l'Union de la Nation française !

EN AVANT, avec courage, audace et confiance pour la RENAISSANCE DE L'ÉCONOMIE et de la DÉMOCRATIE dans notre PAYS, pour une FRANCE LIBRE, GRANDE, FORTE ET DÉMOCRATIQUE.

EN AVANT POUR LA RÉALISATION DU GRAND PARTI OUVRIER FRANÇAIS !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, auquel par milliers et par milliers, hommes et femmes de FRANCE, vous donnerez votre adhésion pour travailler à la grandeur de la France et à la puissance de la République.

VIVE LA FRANCE !

VIVE LA RÉPUBLIQUE ! »

Si le positionnement français correspondait toutefois en apparence à celui de tous les autres Partis Communistes dans leur ligne national-démocratique, le cadre politique réel avait sa particularité.

Il y a en effet quatre cas de figures concernant la situation, modifiant de fait la réalisation possible des tâches.

Dans la majeure partie de l'Europe de l'Est, l'armée rouge avait été l'élément central pour vaincre le régime et ses troupes étaient sur place. C'était le cas pour la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la partie orientale de l'Allemagne.

Dans deux pays, le mouvement armé de résistance dirigé par le Parti Communiste avait joué le rôle principal et l'armée rouge n'était pas présente : l'Albanie et la Yougoslavie.

Dans un pays, la guerre anti-nazie s'était transformé en guerre contre un régime passé sous la coupe de l'impérialisme britannique, puis de l'impérialisme américain. C'est la Grèce où la guerre civile va durer plusieurs années.

Enfin, dans deux pays, en France et en Italie, la Résistance dirigée par les Communistes a intégré le Front mis en place par la bourgeoisie réinstaurant un appareil d'État à son service.

Les tâches national-démocratiques sont ainsi :

- réalisables dans la majeure partie de l'Europe de l'Est en raison de l'hégémonie militaire de l'armée rouge, à condition d'avoir un Front suffisamment puissant pour donner un élan ;
- réalisables en Albanie et en Yougoslavie de par l'hégémonie de la Résistance dirigée par les communistes ;
- non réalisables en Grèce en raison de la guerre civile en cours ;
- non réalisables en France et en Italie en raison de l'existence d'un État dirigé par la bourgeoisie.

Ces différences de situation sont essentielles et vont décider de tout le développement à suivre.

Le démarrage fulgurant bulgare et tchécoslovaque

La Bulgarie et la Tchécoslovaquie furent les deux pays modèles pour l'établissement du Front national-démocratique. Il y a plusieurs raisons très expressives pour cela. La première, c'est que ces deux pays sont historiquement proches de la Russie, pays considéré comme un grand frère slave capable de venir à la rescousse.

La seconde, c'est l'importance massive des Partis Communistes, celui de Bulgarie étant d'ailleurs dirigé par Georgi Dimitrov, le théoricien du Front populaire, du Front national démocratique et du principe de Démocratie populaire.

Un aspect essentiel était qui plus est que la Tchécoslovaquie était le seul pays de l'Est européen à être authentiquement capitaliste avant 1938, du moins dans sa partie tchèque (la Bohême-Moravie-Silésie) qui avait été marqué au XVe siècle par la tempête révolutionnaire protestante hussite, avec toute sa tradition démocratique.

Le Parti Communiste de Tchécoslovaquie avait mené la résistance pendant l'Occupation allemande du « protectorat de Bohême-Moravie » et le compte-rendu de son dirigeant Julius Fucik sur son emprisonnement deviendra le livre de langue tchèque le plus publié dans le monde.

La partie slovaque, agraire et arriéré, avait quant à elle connu une grande résistance au nazisme, alors qu'un État fasciste slovaque fantoche avait été mis en place, sous la forme du « soulèvement national slovaque » commencé au milieu de l'année 1944.

Cette vague démocratique et populaire tchécoslovaque fit que les troupes soviétiques quittèrent le pays dès novembre 1945, alors que se forma un gouvernement de Front National.

Aux élections de 1946, le Parti Communiste de Tchécoslovaquie obtint un score de 38 %. Si on lui additionne le score du parti social-démocrate, le chiffre monte à 55,75 % ; si on y ajoute le score du parti socialiste national, plus au centre, on a alors un résultat de 79,41 % pour l'ensemble de la gauche et du Front national-démocratique.

Le dirigeant du Parti Communiste, Klement Gottwald, est premier ministre, le communiste Václav Nosek ministre de l'Intérieur, Ludvík Svoboda celui de la Défense.

Un événement significatif fut dans ce cadre l'établissement d'un décret par le chef du président de la République réinstaurée, le démocrate bourgeois Edvard Beneš, de l'expulsion des Allemands des Sudètes et des Hongrois de Slovaquie à moins de preuves d'actes antifascistes (aboutissant à l'expulsion de respectivement 2,6 millions et 400 000 personnes).

On notera par ailleurs que, en tant que pays membre des pays alliés, la Tchécoslovaquie, fait partie des vainqueurs officiels de la seconde guerre mondiale. Tel n'est pas le cas de la Bulgarie, pays allié des nazis avant que le Front patriotique ne renverse le régime le 9 septembre 1944 avec 30 000 partisans appuyés par un réseau par 200 000 personnes.

Le renversement fait directement suite à la déclaration de guerre de l'URSS à la Bulgarie. Le républicain bourgeois Kimon Georgiev devint alors président du Conseil et déclara l'armistice avec l'URSS.

L'ensemble de l'appareil d'État fut alors organisé par le Front patriotique ; l'épuration lors des six premiers mois de 1945 amena l'exécution de 2050 personnes et 6208 condamnations à de longues peines.

Les élections de novembre 1945 marquèrent la victoire du Front avec 88 % et en juillet 1946 un référendum marqua l'abolition de la monarchie et l'instauration de la République. Cependant

l'opposition s'était majoritairement abstenue et de nouvelles élections eurent lieu en octobre 1946, le Front obtenant 78 % des voix, la monarchie étant abolie lors d'un référendum en septembre 1947 (par 4 500 000 voix contre 175 000).

Georgi Dimitrov devint président du conseil, alors que Kimon Georgiev devint vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, puis ministre du Développement et des Travaux publics et enfin ministre du Développement.

En décembre 1947, toutes les entreprises non artisanales étaient nationalisées ; en août 1948, les communistes et les socialistes fusionnèrent en une seule organisation. Entre 1950 et 1953, la partie collectivisée des terres passe de 12 % à 61 %.

Les difficiles démarrages hongrois, roumain, polonais et allemand

Contrairement à la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, trois pays partaient de relativement loin dans la nouvelle situation : la Hongrie, la Roumanie et la Pologne. Dans ces pays, en effet, les communistes disposaient de moins d'ancrage et de traditions.

La Hongrie avait été un État fasciste puissamment agressif durant la seconde guerre mondiale, alors que les communistes ne s'étaient jamais remis de l'écrasement de la révolution hongroise de 1919.

Le Parti Communiste était en Pologne littéralement un désastre lors de toute son histoire, au point que l'Internationale Communiste procéda même à dissolution en avril 1938. Il se reconstitua avec peine à partir de 1942, dans un pays écrasé sans pitié par l'Allemagne nazie.

La Roumanie présentait une situation relativement meilleure, mais relativement seulement, puisque le pays était passé dans l'orbite nazie et hébergeait de puissants mouvements fascistes. La monarchie tenta également de sauver son existence au dernier moment en renversant le gouvernement pro-allemand alors que l'armée intervenait.

Les Fronts nationaux-démocratiques furent donc des entreprises malaisées, traversant d'importantes vicissitudes.

Le Front fut formé en Hongrie en mars 1944, mais son poids était faible, comme en témoignent les élections de novembre 1945, alors que les communistes n'obtiennent que 17 % des voix, autant que le reste de la gauche, alors que le parti des petits propriétaires et bourgeois indépendants obtient 59 % des voix.

Les communistes avaient cependant, de par le prestige de la victoire, su faire en sorte que 150 000 personnes rejoignent le rang.

Aux élections d'août 1947, les résultats furent de 22 % pour les communistes, contre 15 % aux sociaux-démocrates, 15 % au parti des petits propriétaires, 9 % au parti national paysan, alors que font une quinzaine de pourcents le parti de l'indépendance, ainsi que la démocratie chrétienne.

La droite du Parti Socialiste mobilisa au même moment dans la rue contre le régime, cependant cela amena l'aile gauche à la rupture, et en juin 1948 eut lieu la fusion avec les communistes. C'était un cap essentiel, qui s'ajoutait aux mesures prises dans le cadre du gouvernement du nouveau régime.

Avait ainsi eu lieu la nationalisation des grandes banques en décembre 1947, puis de la production de charbon, des centrales électriques, des mines de bauxite et de la production d'aluminium en février 1948.

Le 28 avril 1948, toutes les entreprises de plus de 100 personnes furent nationalisées, ainsi que toutes les entreprises complémentaires au secteur étatisé.

En Pologne, le Front était par contre paralysé par la constitution d'un gouvernement d'union nationale des communistes et des conservateurs, ces derniers ayant formé un gouvernement à Londres.

Néanmoins, les grandes industries et les entreprises de plus de cinquante salariés sont nationalisées en juin 1946, avec une réforme agraire distribuant pratiquement six millions d'hectares de terres aux paysans.

En Roumanie le Front patriotique restait faible, malgré une insurrection armée le 23 août 1944, alors que se constituait un Front national démocratique des forces libérales, conservatrices et communistes.

Aux élections de novembre 1945, le parti national paysan d'opposition obtint 878 000 voix, contre 4,7 millions de voix au bloc gouvernemental (les communistes obtenant 68 sièges, les socialistes 81, et le front des laboureurs 70).

Cependant, la grande majorité du secteur industriel était étatisé en juin 1948.

La situation était totalement différente en Allemagne. Les communistes avaient une très grande expérience, ils avaient connu le fascisme très tôt dans les années 1930 et avaient eu le temps de se préparer à la ligne national-démocratique.

Le 6 février 1944, une commission de travail avait été organisée par le bureau politique du Parti Communiste d'Allemagne, avec comme tâche d'avoir une vue générale de l'histoire allemande, en prévision de l'après-guerre.

Or, à part plusieurs écrits de Friedrich Engels et certains de Franz Mehring qui avait effectué un véritable effort de saisie de l'évolution de la culture allemande, il y avait somme toute peu de matière. Il est évident que le contraste était d'autant plus saisissant avec l'arrière-plan de l'écrasement du mouvement ouvrier par le nazisme.

C'était toute la question allemande qui explosait à la figure des communistes alors, avec une ampleur terrible de par le soutien massif du peuple allemand à Hitler.

Une initiative parallèle fut menée par le NKFD, le Comité National Allemagne Libre, qui disposait de locaux consistant en un centre de repos du syndicat des cheminots, à Lunjowo, à un peu plus de trente kilomètres de Moscou.

Il visait à rassembler tous les oppositionnels au national-socialisme, y compris les conservateurs, les nationalistes ; bien entendu, les soldats étant passés dans le camp de l'armée rouge pendant la guerre y jouèrent un rôle essentiel en tant que cadres.

Le journal du NKDF, *Freies Deutschland*, avait même en bas et en haut des bandes noire, rouge et blanche, c'est-à-dire les couleurs impériales, visant clairement à ébranler les officiers de la Wehrmacht, ce qui fonctionna en partie, intégrant des gens éduqués et diplômés dans le camp démocratique, voire même parfois dans le camp communiste.

C'était une politique du pas à pas, rendu nécessaire par une vérité vite comprise : la population voyait la défaite de l'Allemagne nazie comme sa propre défaite. La situation était idéologiquement catastrophique.

Il y avait toutefois un autre facteur essentiel. Le pays était occupé, divisé en quatre zones, la seule réellement détruite étant la partie orientale sous contrôle soviétique.

Le démarrage concret du Front va avoir ainsi deux aspects. Le premier, c'est qu'en raison de la défaite allemande, l'administration soviétique a les mains entièrement libres et soutient les exigences démocratiques.

Les expropriations des grands propriétaires terriens et des propriétaires nazis se firent sous l'égide de 10 000 commissions de réforme agraire à l'échelle communale (avec des membres à 56,8 % de sans parti, 23,9 % du KPD, 17,5 % du SPD, 1,8 % des libéraux du LPD et de la démocratie-chrétienne du CDU).

Les machines, les outillages, etc. furent intégrés dans des stations de prêts, alors que l'ensemble des terres fut alors géré par un fonds agraire, qui remit à l'État 0,61 millions d'hectares de forêts et 0,498 millions d'hectares de surfaces agricoles, à des particuliers 0,433 millions d'hectares de forêt et 1,757 million d'hectares de surfaces agricoles.

210 000 propriétés agricoles furent de ce fait créées (surtout au profit de réfugiés ou de paysans sans terre), alors que 122 000 déjà existantes voyaient leur surface s'agrandir. La distribution de terres de 1946 se divise comme suit : 41,3 % pour les paysans sans terre et les journaliers, 22 % pour les paysans pauvres, 31,6 % pour les déplacés, 2,3 % pour les petits métayers.

A cela s'ajoute que 460 000 paysans âgés reçurent un apport de forêt et plus de 183 000 un jardin.

Cet élan transformateur favorisait le front, qui était composé des communistes, des sociaux-démocrates, des démocrates-chrétiens du CDU, des libéraux du LDPD, puis du parti paysan démocratique et du parti national-démocrate.

Surtout, l'unité communiste et socialiste fonctionnait réellement.

Or, cela ne pouvait évidemment pas être du goût des impérialistes américains, britanniques et français. Ceux-ci exercèrent une pression gigantesque sur les sociaux-démocrates alors que se formait une lutte de lignes entre Kurt Schumacher et Otto Grotewohl.

La question de la victoire de l'un ou de l'autre déciderait de la suite.

Les déviations française, albanaise, yougoslave

De par la réalité des différences de situation, les Fronts nationaux-démocratiques mis en place par les Partis Communistes vont avoir des résultats nullement uniformes et, de fait, dans trois cas, la situation va être très grave.

La faillite totale est ainsi du côté français. Le Parti Communiste Français va appliquer entièrement la ligne du Front national démocratique, mais sans l'existence d'un tel Front. De plus, il se précipite dans une participation gouvernementale avec les forces politiques autour du général de Gaulle.

Charles Tillon est initialement ministre de l'Air, François Billoux ministre de la Santé publique, puis après un remaniement le dirigeant du PCF Maurice Thorez est ministre d'État (où il met en place l'École Nationale d'Administration), Ambroise Croizat ministre du Travail, Marcel Paul ministre de la Production industrielle, François Billoux ministre de l'Économie nationale, Charles Tillon ministre de l'Armement.

C'est une intégration dans l'État bourgeois, théorisé d'ailleurs par Maurice Thorez dans une interview accordée au journal anglais *The Times* en novembre 1946 :

« Nous avons préconisé un programme démocratique et de reconstruction nationale, acceptable pour tous les républicains, comportant les nationalisations, mais aussi le soutien des moyennes et petites entreprises industrielles et artisanales et la défense de la propriété paysanne contre les trusts.

A l'étape actuelle du développement de la société, nous avons la conviction que les nationalisations - le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés - constituent un progrès dans la voie du socialisme.

Les nationalisations portent atteinte à la toute-puissance des oligarchies financières, elles limitent les possibilités légales de l'exploitation de l'homme par l'homme, elles placent entre les mains d'un gouvernement démocratique des moyens appréciables pour l'œuvre de redressement économique et social du pays.

Il est évident que le Parti communiste, dans son activité gouvernementale, et dans le cadre du système parlementaire qu'il a contribué à rétablir, s'en tiendra strictement au programme démocratique qui lui a valu la confiance des masses populaires.

Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes.

De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale.

Cependant, l'histoire montre qu'il n'y a pas de progrès sans lutte. Il n'y a pas de route toute tracée sur laquelle les hommes puissent avancer sans effort. Il leur a toujours fallu surmonter bien des obstacles. C'est le sens même de la vie.

L'union des forces ouvrières et républicaines est le sûr fondement de la démocratie. Le Parti ouvrier français que nous proposons de constituer par la fusion des partis communiste et socialiste, serait le guide de notre démocratie nouvelle et populaire. »

C'était une interprétation totalement opportuniste de la ligne national-démocratique, niant de fait le Front, puisque après les premières affirmations il n'y a rien de fait pour établir un large front au-delà du Parti alors le premier parti politique numériquement en France. Le Parti s'est imaginé autosuffisant historiquement.

De plus, il n'y a aucune reconnaissance de la nécessité de la mise en place d'un nouveau régime. Le Parti Communiste Français a littéralement agi comme si le pays était dans la même situation que la Hongrie ou la Bulgarie, avec l'armée rouge en appui.

L'erreur inverse des Français exista en Albanie et en Yougoslavie. Dans ces pays, la résistance armée avait été très puissante, parvenant littéralement à libérer le pays. Le prestige d'Enver Hoxha en Albanie et de Tito en Yougoslavie, les deux dirigeants communistes, étaient immenses.

En Yougoslavie, les partisans avaient atteint le nombre de 650 000 à la fin de 1944 ; le Front populaire obtint 90,4 % des voix en novembre 1945, avec un taux de participation de 88 %.

En Albanie, les partisans étaient au nombre de 70 000, ayant contrôlé dès 1943 des territoires rassemblant un million de personnes. En mai 1944 le Congrès Antifasciste de Libération Nationale formait un conseil national, dirigé par Enver Hoxha, et le Front populaire obtint 93,2 % des voix en décembre 1945.

Cependant, les communistes yougoslaves avaient mis en place une démarche reprise en Albanie, consistant à maintenir le Parti Communiste dans la clandestinité, à maintenir la cooptation en interne et à ne pas apparaître publiquement.

Le Front national-démocratique était conçu comme une façade à employer mécaniquement. Cela aboutit à une absence de vie démocratique à la base du Parti Communiste, à une bureaucratisation de son appareil, à une dépolitisation systématique des communistes.

Au cours de ce processus, l'Albanie passa littéralement sous la coupe yougoslave, alors qu'un dirigeant albanais, Sejfulla Malëshova, prôna de tenir le pays à mi-chemin de la Grande-Bretagne et de l'URSS, et qu'un autre, Koçi Xoxe, était directement un agent de la Yougoslavie.

C'est Enver Hoxha qui mena la lutte contre cette tendance. En novembre 1948, dans son rapport sur l'activité du Comité Central et sur les devoirs nouveaux du Parti au Congrès du Parti Communiste d'Albanie, il raconte à ce sujet que :

« Parmi les importantes questions que soulèvent les lettres historiques adressées par le Parti bolchévique au Comité central du Parti communiste yougoslave [en 1948], figure la question du Front, en corrélation avec la question du Parti lui-même dans lequel le groupe trotskiste [à la tête de la Yougoslavie avec Tito] s'est éloigné de la voie des enseignements du marxisme.

Dans cette question de principe, d'une importance énorme, notre Parti ne peut pas dire qu'il n'a pas subi l'influence néfaste du Parti communiste yougoslave.

Qu'il ait adopté un grand nombre des principes qui régissent l'organisation du Front en Yougoslavie, ainsi que de nombreuses formules erronées des Yougoslaves, cela est vrai.

Notre Parti a reconnu ces erreurs et y a remédié. Il est redevable de ce redressement au Parti bolchévique et au Bureau d'information qui, en mettant à notre disposition l'expérience des huit partis communistes et ouvriers frères, apporte une aide précieuse à notre Parti.

Le Front, créé dans notre pays, dans les circonstances que j'ai déjà signalées, a été d'emblée une large organisation de masses que dirigeait le Parti (...). On doit avouer que l'importance du rôle et la solidité de l'organisation du Front avaient été négligées, et notamment que l'organisation était devenue assez large.

Notre Front différait de ceux qui existaient dans les autres démocraties populaires en ceci que, dans le nôtre, le seul parti qu'on y trouvait était notre Parti (...). Il y avait donc dans notre Front différents éléments individuels qui, nous pouvons le dire, n'échappaient pas à un certain contrôle ; mais nous pouvons dire aussi que, dans ce sens, nous avons été un peu sectaires (...).

Mais, à la veille de la libération de l'Albanie, sous l'influence du délégué du C. C. du Parti communiste de Yougoslavie à Bérat, notre Front a ouvert toutes grandes ses portes et, dans ses rangs, ont pénétré des ennemis qui méritaient le gibet.

Mais ce ne fut pas tout : les opinions opportunistes du Comité central du Parti communiste yougoslave au sujet de l'élargissement du Front, et celles de Seïfoulla Maleuchova en vue de desserrer la bride à la réaction et à la bourgeoisie, firent commettre des relâchements à notre Comité central jusqu'au point de laisser parvenir même à l'Assemblée populaire des éléments camouflés, insinués dans le Front (...).

Ces éléments réactionnaires camouflés étaient la réserve et le dernier enjeu de la réaction ; ils avaient pu résister à la pression de la guerre et, après la libération, ils sont entrés en action. Et justement après la libération de l'Albanie, sous l'influence du Comité central du Parti communiste yougoslave, notre Parti a commis l'erreur de se tenir dans une demi-clandestinité (...).

Comment envisagions-nous, après la libération, les relations réciproques du Front et du Parti ? Nous craignions de mettre en lumière le rôle joué dans le Front par le Parti, de peur d'intimider les éléments réactionnaires et hésitants qui s'y étaient camouflés.

Non seulement nous dissimulions le grand honneur qui s'attachait à notre qualité de membres du Parti, mais nous trouvions encore opportun et juste que certains ministres, membres du Parti, mais inconnus comme tels des larges masses du Front, continuassent de garder le secret sur leur qualité de membres du Parti.

On avait peur de laisser croire que notre gouvernement, ou notre Assemblée populaire, étaient un gouvernement communiste ou une Assemblée populaire où prédominaient les communistes.

On se proposait, ce faisant, de laisser entendre aux éléments hostiles, camouflés dans le Front, qu'il était inutile de s'organiser, soit légalement, soit clandestinement, étant donné que participaient aussi au gouvernement et à d'autres organes des hommes qui n'étaient pas communistes (...).

Les bureaux du Parti se déguisaient en bureaux du Front ; le Parti ne publiait plus ses décisions sous sa signature, mais les diffusait par l'intermédiaire du Front. Les larges masses du peuple travailleur n'apercevaient plus le visage du Parti, ce visage qu'elles aimaient tant (...).

L'absence de démocratie intérieure, d'élections, de centralisme démocratique, de critique et d'autocritique, ainsi que la pratique de la cooptation au sein du Comité central, ont été autant d'erreurs.

Le parti communiste yougoslave en a sa part de responsabilité.

Il faut ajouter à ces erreurs cette autre grave erreur d'organisation, anticommuniste-léniniste-bolchévique, le cumul des fonctions de secrétaire du Parti aux cadres et de ministre de l'intérieur, ce qui a entraîné la soumission du Parti au contrôle de la Sûreté.

D'autres erreurs d'organisation en ce qui concerne la politique des cadres, ont causé au Parti un grave préjudice et ont entravé sa marche. »

La démocratie populaire à l'instar du succès tchécoslovaque

De toutes les pays, c'est la Tchécoslovaquie qui voit le Parti Communiste le plus triompher. Il progresse tellement qu'il est rejoint par 2,5 millions de personnes, soit pratiquement 23 % de la population totale, ou encore un adulte sur trois, et pratiquement 50 % de la population active.

Le Front est opérationnel. C'est un socialiste de gauche, Zdeněk Fierlinger, qui fut le premier chef du gouvernement du nouveau régime.

Et lorsque, en novembre 1947, c'est la droite qui l'emporta dans le Parti Socialiste, avec Zdeněk Fierlinger remplacé à la direction par Bohumil Lausman lors du congrès de Brno, la réponse fut de dimension populaire.

En février 1948, le Parti Communiste quitta le gouvernement, pour mieux revenir cependant avec un nouveau gouvernement qui comprenait une majorité progressiste (12 communistes et 3 sociaux-démocrates pour 24 ministres en tout), avec l'appui d'une immense mobilisation de masse.

C'est que la presse bourgeoise internationale appela le « coup de Prague », étant en fait en panique générale devant un succès communiste, qui s'était fait surtout sans aucun appui de l'armée rouge.

Et, par la suite, à l'été 1948 le parti social-démocrate fusionna avec le Parti Communiste, qui lança des mouvements populaires, capables de briser la tentative conservatrice de bloquer la progression.

La Tchécoslovaquie devint alors une république populaire en juin 1948, à l'instar de la Bulgarie qui avait pu la précéder en décembre 1947 grâce à l'armée rouge et le prestige de Georgi Dimitrov.

Ce dernier, dans son rapport politique au Comité central du Parti ouvrier (communiste) bulgare en décembre 1948, souligna ainsi les traits de l'État populaire-démocratique :

« Le caractère de l'État démocratique-populaire est déterminé par ces quatre traits fondamentaux :

a) L'État démocratique-populaire représente le pouvoir des travailleurs, de la grande majorité du peuple, sous le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Ce fait signifie premièrement, que le pouvoir des capitalistes et des gros propriétaires est renversé et que celui des travailleurs des villes et des campagnes est établi, sous la direction de la classe ouvrière ; cette classe, la plus progressiste de la société contemporaine, joue dans l'État et dans la vie sociale, un rôle dirigeant.

Deuxièmement, que l'État sert d'instrument aux travailleurs dans leur lutte contre les éléments exploités, contre toutes tentatives et tendances, en vue de rétablir le régime capitaliste et la domination de la bourgeoisie.

b) L'État démocratique-populaire apparaît comme un état de la période transitoire, appelé à assurer le développement du pays, dans la voie du socialisme.

Ceci signifie : bien que le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires fonciers soit renversé et que la fortune de cette classe soit devenue la propriété du peuple, les racines économiques du capitalisme ne sont pas encore extirpées : certains éléments subsistent encore et se développent, s'efforçant de rétablir l'esclavage.

C'est pour cela que l'évolution vers l'avant, vers le socialisme, n'est possible qu'en menant une lutte de classe intransigeante contre eux, pour leur liquidation complète.

Ce n'est qu'en marchant sans détours vers le socialisme que l'État démocratique-populaire pourra se fortifier et accomplir sa mission historique. Si la démocratie populaire cesse de lutter contre les classes d'exploiteurs, si elle cesse d'étouffer et de refouler les éléments capitalistes, ceux-ci l'emporteraient inévitablement, et non seulement saperaient les bases de la démocratie populaire, mais amèneraient sa perte.

c) L'État démocratique-populaire s'édifie dans la collaboration et l'amitié avec l'Union soviétique.

De même que l'affranchissement de notre pays des chaînes de l'impérialisme et la création de l'État démocratique-populaire ne devinrent possibles que grâce à l'appui et à la mission libératrice de l'U.R.S.S. dans la lutte contre l'Allemagne fasciste et ses alliés, le développement ultérieur de notre démocratie populaire suppose la conservation et le

renforcement des relations étroites de collaboration sincère, d'assistance mutuelle et d'amitié, entre nos pays et le grand Etat soviétique.

Toute tendance à affaiblir la collaboration avec l'U.R.S.S. est dirigée contre l'existence même de la démocratie populaire dans notre pays.

d) L'Etat démocratique-populaire appartient au camp démocratique anti-impérialiste (...).

Incarnant la domination des travailleurs sous la direction de la classe ouvrière, le régime de démocratie populaire peut et doit, ainsi que l'expérience l'a déjà prouvé, exercer avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat, pour la liquidation du capitalisme et l'organisation de l'économie socialiste.

Il peut briser la résistance des capitalistes et des propriétaires fonciers, étouffer et liquider leurs tentatives, en vue de restaurer le pouvoir du Capital.

Il peut organiser la construction d'une industrie sur la base de la propriété publique et de l'économie planifiée.

Le régime de démocratie populaire sera également en état de surmonter l'instabilité de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie moyenne, de maîtriser les éléments capitalistes dans les campagnes et d'unir les masses fondamentales des travailleurs autour de la classe ouvrière, dans la lutte décisive pour le passage au socialisme. »

La systématisation inégale des démocraties populaires

Les succès bulgare et tchécoslovaque renforcèrent bien entendu les Fronts des autres pays, indiquant la tendance à suivre. Les communistes et les socialistes fusionnent ainsi en février 1948 en Roumanie, pays devenant une démocratie populaire en avril de la même année.

La Hongrie devient une démocratie populaire en août 1949, l'Allemagne orientale en octobre 1949 (sous la forme d'une « république démocratique » en réponse à la « République Fédérale Allemande fondée en avril).

Les communistes et les socialistes fusionnent en décembre 1948 en Pologne, mais le pays devint une démocratie populaire en juillet 1952 seulement, ce qui reflète les difficultés rencontrées.

Car cette systématisation apparaît d'un côté comme inévitable, de par le prestige de l'URSS, la mise en place d'un Front, l'hégémonie de l'armée rouge bloquant la réaction, la fusion des socialistes et des communistes.

C'est ce qu'exprime la mise en place de la conférence communiste à Szklarska Poręba en septembre 1947, avec le Parti Communiste (bolchévik) de l'URSS, les Partis Communistes des pays de l'Est européen (sauf l'Allemagne orientale, l'Albanie et la Grèce, ainsi que les Partis Communistes de France et d'Italie).

Elle marqua la fondation du Bureau d'information des Partis Communistes et Ouvriers, souvent désigné par l'acronyme Kominform.

Un journal est publié : « *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* » ; y seront publiés des articles des différents Partis, ainsi que les résolutions. Il sera notamment interdit en janvier 1951 par le gouvernement français, le forçant à reparaître sous un autre nom, « *Paix et démocratie* ».

De l'autre côté, l'affirmation des démocraties populaires fait face à la « guerre froide » de la part des impérialistes, alors que par ailleurs le dirigeant communiste italien Palmiro Togliatti est victime d'un sabotage de sa voiture et que le dirigeant communiste belge Julien Lahaut est assassiné devant chez lui.

C'est à travers la question allemande que cela se jouera principalement. L'Allemagne, occupée par l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, est en effet le verrou. Son basculement dans un camp ou l'autre sera d'une grande conséquence.

Aussi, le Parti Communiste d'Allemagne œuvre-t-il dès le départ pour l'unification avec les sociaux-démocrates. Malheureusement, cela ne fonctionne que dans la partie orientale du pays, avec le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), avec comme dirigeants le communiste Wilhelm Pieck et le social-démocrate Otto Grotewohl.

Ce dernier a perdu la bataille dans son parti face à Kurt Schumacher, non pas en raison d'un réel soutien de la base qui était tout à fait favorable à l'unité, voire l'unification, mais par le rôle américain qui transforme la social-démocratie en institution du nouveau régime ouest-allemand, ce que décriront longuement Ulrike Meinhof et la Fraction Armée Rouge par la suite au début des années 1970.

Pour donner le ton, lors d'un discours à Berlin, le 1er mars 1951, Kurt Schumacher expliqua que :

« Ce pays [l'Allemagne] a toujours été, dans les rêves de la révolution mondiale communiste, la pièce centrale de la conquête mondiale communiste.

Il était clair pour nous que cette attaque devait être parée par le réveil de toutes les forces des qualités humaines et sociales, nationales et personnelles.

Pour nous, il était clair : la liberté en Europe n'était pas peu une affaire de l'auto-affirmation démocratique du peuple allemand (...).

Dans la zone d'occupation soviétique, les travailleurs n'ont que le droit de se laisser exploiter, d'obéir et de passer d'êtres humains au rang de matériel.

Mais qu'on ose se dresser contre le droit à la coparticipation [comme en Allemagne de l'Ouest avec l'intégration de la social-démocratie dans l'appareil de gestion capitaliste], qui a une valeur politique pour les travailleurs dans l'économie, comme cela fut le cas avec le droit de vote universel en politique, c'est une honte pour un parti avec des membres prolétaires.

C'est une tâche nationale et morale de faire passer les ouvriers communistes de la dictature soviétique à la liberté allemande. »

Mais des tendances capitulardes apparurent également dans les autres pays, obligeant à mettre de côté des figures parfois dirigeantes qui étaient oscillantes en raison du poids de l'impérialisme américain et du camp occidental.

En Pologne, il y avait ainsi Władysław Gomułka, qui fut mis à l'écart en 1948-1949 ; en Roumanie, il y avait Lucretiu Patrascanu, qui fut exécuté en 1948, avant la répression du groupe déviationniste de droite Pauker – Luca – Georgescu en 1952.

En Hongrie, il y eut László Rajk, exécuté en 1952 ; en Albanie, il y eut Kotchi Dzoze (Koçi Xoxe en albanais), qui entendait même rattacher le pays à la Yougoslavie ; il fut exécuté en 1949, tout comme Traycho Kostov en Bulgarie.

Il y eut aussi, en Tchécoslovaquie, le groupe autour de Milada Horáková et Závěš Kalandra, tous deux exécutés en 1950, et surtout le groupe autour de Rudolf Slánský. Haut dirigeant du Parti Communiste, et responsable de la sécurité, ce dernier fut démis de ses fonctions en 1951 et accusé de complot, puis exécuté en 1952.

En Bulgarie, le groupe s'était organisé autour de Traicho Kostov, qui fut exécuté en 1949.

Tous ces groupes d'opposition avaient comme dénominateur commun une ligne convergeant avec l'impérialisme américain et les forces occidentales, considérées comme « incontournables ». Ils s'orientaient également vers une soumission à l'esprit capitaliste paysan. Ils passaient surtout par une approche nationaliste exigeant que leur pays ait un statut « intermédiaire » entre l'URSS et les États-Unis, ce qui revient à se soumettre à ce dernier.

Un pays va concrétiser cette démarche : la Yougoslavie.

La trahison yougoslave

En Yougoslavie, le Parti Communiste s'est dissous, littéralement, dans le Front ; le Parti Communiste de Yougoslavie devient une sorte de société secrète, il n'existe plus du tout de manière publique.

Dans la foulée, des bons rapports furent établis avec les pays impérialistes, avec un soutien américain matériel qui fut très significatif, alors que la perspective de la collectivisation des terres fut rejetée. La socialisation de l'industrie céda également la place aux conceptions « autogestionnaires ».

La répression s'abattit sur les opposants à ce déviationnisme, 250 000 personnes étant visées. Un camp fut mis en place pour 13 000 prisonniers sur deux îles désertes, Goli Otok et Sveti Grgur. Une figure de l'opposition communiste fut Vlado Dapčević, emprisonné, s'enfuyant en Albanie puis en URSS, fuyant l'URSS révisionniste pour aller en Europe occidentale et y affrontant la répression, finalement enlevé par les services secrets roumains et yougoslaves, faisant 13 ans de prison, continuant à chaque fois la lutte.

Le régime titiste mit en avant le thème des « non alignés », du troisième camp, rejetant le camp socialiste et aussi, prétendument, le camp impérialiste.

Comme le constate un article de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, en octobre 1949 :

« Le but principal de ces affirmations – c'est-à-dire des thèses titistes – est de « prouver » qu'il est possible de faire la révolution dans les différents pays et de libérer les peuples coloniaux du joug impérialiste, non pas sur la base du rassemblement des forces de la classe ouvrière internationale, de toutes les masses exploitées et des peuples coloniaux, mais dans une lutte isolée des peuples des différents pays et des colonies sans aucune liaison avec la lutte générale du prolétariat mondial contre l'impérialisme. »

Enfin, le régime titiste trahissait ce faisant également le Parti Communiste de Grèce, en pleine guerre de libération contre le régime anglo-américain ; la Yougoslavie ferma ses frontières aux forces partisanses, mais pas aux troupes réactionnaires qui purent ainsi les prendre à revers.

Le processus de critique puis de dénonciation de la ligne yougoslave passa, en mars et en mai 1948, par deux lettres envoyées au nom du Comité Central du Parti Communiste (bolchévique) de l'URSS au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie.

Enfin, face à la position yougoslave toujours plus agressive, le Kominform réalisa en juin 1948 une résolution qui affirme que

« la direction du Parti Communiste de Yougoslavie suit, ces derniers temps, dans les questions principales de la politique extérieure et intérieure, une ligne fautive représentant l'abandon de la doctrine marxiste-léniniste. »

Selon le Kominform,

« les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie glissent de la voie marxiste-léniniste dans la voie du parti des koulaks [paysans riches] et des populistes sur la question du rôle dirigeant de la classe ouvrière, en affirmant que les paysans constituaient 'la base la plus solide de l'État yougoslave' ».

Le régime titiste affirmait en effet déjà être sur la voie du socialisme, et avoir donc dépassé les antagonismes de classe, alors qu'en fait la lutte des classes s'intensifiait dans les campagnes où régnait de fait la propriété privée, la petite production engendrant systématiquement le capitalisme.

Par conséquent,

« le Bureau d'Information est unanime à conclure que les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie, par leurs vues anti-soviétiques et anti-Parti, incompatibles avec le marxisme-léninisme, par toute leur conduite et leur refus de participer à la session du Bureau d'Information, se sont mis dans l'opposition envers les Partis Communistes affiliés au Bureau d'Information, qu'ils se sont engagés dans la voie de la division du front unique socialiste contre l'impérialisme, dans la voie de la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs et du passage aux positions du nationalisme. »

Le régime titiste accentua toujours davantage son positionnement anti-communiste, aussi le Kominform formula une résolution totalement nette, en novembre 1949. Intitulée « *Le Parti Communiste de Yougoslavie aux mains des assassins et des espions* », on y lit entre autres :

« Si, dans sa conférence de juin 1948, le Bureau d'Information des Partis Communistes a constaté le passage de la clique Tito-Rankovitch de la démocratie et du socialisme au nationalisme bourgeois, la période écoulée depuis cette conférence du Bureau d'Information a vu s'achever le passage de cette clique du nationalisme bourgeois au fascisme et à la trahison directe des intérêts nationaux de la Yougoslavie.

Les événements des derniers temps ont montré que le gouvernement yougoslave se trouve dans l'entière dépendance des cercles impérialistes étrangers et s'est transformé en un instrument de leur politique agressive, ce qui a abouti à la liquidation de l'indépendance et de la souveraineté de la République yougoslave.

Les Comité Central du Parti Communiste et le gouvernement de Yougoslavie se sont liés complètement aux cercles impérialistes contre l'ensemble du camp du socialisme et de la démocratie, contre les Partis Communistes du monde entier, contre les pays de démocratie populaire et l'URSS.

La clique des espions et des assassins à gages de Belgrade s'est ouvertement acoquinée avec la réaction impérialiste et s'est mise à son service, ainsi que l'a révélé en toute clarté le procès de Rajk et de Brankov à Budapest. Ce procès a montré que les gouvernants yougoslaves actuels sont passés du camp de la démocratie et du socialisme à celui du capitalisme et de la réaction, sont devenus les complices directs des auteurs d'une nouvelle guerre et s'efforcent, par leurs actes de trahison, de mériter les louanges et de gagner les faveurs des impérialistes.

Le passage de la clique Tito au fascisme n'est pas l'effet du hasard ; il s'est effectué sur l'ordre des maîtres de cette clique, les impérialistes anglo-américains, à la solde desquels elle est depuis longtemps, ainsi que cela vient d'être révélé.

C'est pour exécuter la volonté des impérialistes que les traîtres yougoslaves se sont assigné le but de créer, dans les pays de démocratie populaire, des bandes politiques composées d'éléments réactionnaires, nationalistes, cléricaux et fascistes, afin de faire, avec leur appui, des coups d'Etat contre-révolutionnaires dans ces pays, de détacher ces pays de l'Union soviétique et de tout le camp socialiste et de les soumettre aux forces de l'impérialisme.

La clique Tito a fait de Belgrade un centre américain d'espionnage et de propagande anti-communiste. »

Le renversement révisionniste

En URSS, la nouvelle situation d'après-1945 avait produit des courants opportunistes, avec notamment l'économiste Eugen Varga. L'URSS devrait selon ces conceptions s'insérer dans des

rapports « constructifs » avec les pays capitalistes désormais « organisés ». Cela affaiblit de manière immense les forces communistes soviétiques.

Dans les démocraties populaires, il y eut une même tendance consécutive à la fusion des socialistes et des communistes se réalisant dans chaque pays, l'un après l'autre. L'idée était que le parti ouvrier unifié suffirait en soi à gérer le développement des forces productives, qu'il n'était besoin de rien d'autre et d'autant moins de la primauté de l'idéologie.

Aussi, la victoire du révisionnisme en Union Soviétique, avec Nikita Khrouchtchev comme dirigeant, impliquait nécessairement un renversement dans les démocraties populaires, à moins d'un soulèvement anti-révionniste.

Il se produisit de fait uniquement à l'initiative des communistes grecs exilés en URSS, à Tachkent en Ouzbékistan, qui furent écrasés dans le sang. Pour le reste, le processus fut par étapes mais réussit finalement sans coup férier.

L'une de ces étapes fut la dissolution du Kominform, le 17 avril 1956. Un tel acte était une grande offensive contre l'essence même des démocraties populaires, qui se définirent d'ailleurs par la suite la plupart comme « socialistes » (la Tchécoslovaquie en 1960, la Roumanie en 1965, la République Démocratique Allemande en 1968) ou en tout cas changèrent d'emblème.

Le personnel fut évidemment modifié. En Bulgarie, Valko Tchervenkov fut éjecté du poste de secrétaire général la veille du premier anniversaire de la mort de Staline.

En Roumanie, Gheorghe Gheorghiu-Dej devint un renégat et assumait une ligne très forte de nationalisme bourgeois, marqué par l'ouverture importante aux pays impérialistes, une ligne ardemment poursuivie par Nicolae Ceaușescu à partir de 1965.

Le même processus se déroula en République Démocratique Allemande, Walter Ulbricht devenant un renégat, alors qu'un soulèvement réactionnaire avait eu lieu en juin 1953 à Berlin-Est, dans la foulée de la mort de Staline.

En Tchécoslovaquie, le dirigeant communiste historique, Klement Gottwald, était mort en 1953, en revenant de l'enterrement de Staline, avec des rumeurs d'empoisonnement. Mais il faudra attendre l'initiative d'Antonín Novotný de réaliser un exposé intitulé « Le XXe congrès du PCUS et les conséquences qui en découlent pour le travail de notre Parti » dans le cadre les 29 et 30 mars 1956 d'une réunion extraordinaire du Comité Central.

Antonín Novotný attaqua, dans le prolongement de Nikita Khrouchtchev, le « culte de la personnalité » et son représentant en Tchécoslovaquie, Klement Gottwald. Son point de vue fut même publié dans le journal du Parti, le *Rudé Pravo*. Il réitéra avec une nouvelle réunion extraordinaire, les 19 et 20 avril 1956, puis commença à diffuser sa propagande à la base même du Parti ; chaque cellule fut ainsi confronté à un « résumé des accusations » contre Staline. Les représentants révisionnistes du Comité Central furent envoyés avec des brochures numérotées, avec comme tâche de les lire puis de les rapporter, sans jamais débattre.

La vague révisionniste eut un grand effet dans les universités, où les activités anti-communistes se développèrent fortement ; en 1952 fut détruit au moyen de 800 kilos d'explosifs le monument à Staline à Prague, construit de 1949 à 1955, faisant 15,5 mètres sur 22.

En Pologne, le dirigeant Bolesław Bierut était mort en 1956 le jour du discours « secret » de Nikita Khrouchtchev au XXe congrès du Parti soviétique, sans doute empoisonné.

Le haut responsable communiste (et juif) Jakub Berman fut éliminé de toute fonction, avec l'appui de « Radio Free Europe », la radio américaine anti-communiste diffusant en Europe de l'est et menant une propagande contre lui en s'appuyant en l'occurrence sur un renégat ayant rejoint l'ouest.

Communiste depuis 1928, Jakub Berman était devenu par la suite membre du bureau politique du Parti Ouvrier Unifié Polonais, et responsable des services de sécurité, à partir de 1944. Il est purgé par la nouvelle direction en 1956, et même exclu du Parti en 1957 en raison de ses « *erreurs* » lors de « *l'époque stalinienne* ».

Hilary Minc, responsable de la planification, fut également purgé. Le nouveau dirigeant du Parti, Edward Ochab, fut naturellement sur la ligne de Khrouchtchev. Une amnistie prononcée le 25 avril 1956 libéra 30 000 personnes, alors qu'inversement furent purgés les ministres de la Sécurité et de la Justice, ainsi que des hauts fonctionnaires de la Sécurité.

C'est dans cette perspective que le Parti Communiste de Pologne, dissous en 1938, fut officiellement réhabilité le 9 février 1956.

Toutes les années 1955-1956 furent marquées par une intense propagande anti-communiste depuis les instances culturelles, notamment avec le périodique *Nowa kultura*.

L'Église catholique, bien sûr, joua un grand rôle politique. Ce n'est qu'en 1952 que la laïcité avait été instaurée en tant que tel. Lors de l'annonce du contrôle gouvernementale des nominations des religieux – ce qui revenait à appliquer une mesure prise dans les pays protestants 400 années auparavant – l'Église catholique put organiser en février 1953 une grande procession à Cracovie, culminant dans l'affrontement avec la police.

En 1955, un million de personnes manifestèrent en présence du cardinal Wyszyński, à Czestochowa ; le processus continuera par la suite. Il y avait 7250 églises en Pologne en 1937, il y en aura 14 000 dans les années 1980, avec 18 000 prêtres, des financements venant du monde entier. L'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszchny* tira à 150 000 exemplaires, tout comme le journal jésuite « *Le messager du cœur de Jésus* », le journal franciscain « *Le chevalier de l'Immaculée* » tirant à 75 000 exemplaires.

Et enfin en juin 1956, les émeutes dans la ville de Poznań amènent le retour de Władysław Gomułka. Ce dernier avait en fait déjà été libéré en décembre 1954 – mais l'information n'avait été rendue publique qu'en avril 1956. De la même manière, dès octobre 1954, 2 000 titres critiquant le titisme furent retirés des bibliothèques et des librairies.

En Hongrie, la base révisionniste était pareillement si forte qu'en fait, dès juillet 1953, ce fut Imre Nagy qui fut nommé premier ministre, organisant immédiatement l'arrêt de la collectivisation, la

fermeture des camps de prisonniers, le rétablissement d'un large artisanat privé et la fin de l'orientation vers l'industrie lourde.

Le secrétaire général était toujours Mátyás Rákosi, qui se fit cependant débarquer en 1956, après avoir tenté en 1955 de briser la fraction d'Imre Nagy. Il fut déporté en URSS, au Kirghizstan, et refusa en 1970 l'autorisation de retourner en Hongrie s'il acceptait de ne plus faire de politique.

László Rajk fut réhabilité en mars 1956, 10 jours après la réunion du « Cercle Petöfi », rassemblant des forces révisionnistes célébrant le XXe congrès, exigeant la « liberté de la presse », au grand dam de Mátyás Rakosi considérant que c'était un « mini-Poznan ».

Si l'auteur du discours, Tibor Déry, fut exclu du Parti, Imre Nagy fut quant à lui réintégré officiellement, alors que Mátyás Rakosi fut donc éliminé, et que László Rajk eut des funérailles nationales.

Cela culmina dans l'insurrection anti-communiste de Budapest, du 23 octobre au 10 novembre 1956, avec des pendaisons par la foule de communistes et de policiers.

Et en dehors des démocraties populaires, en France et en Italie, Maurice Thorez et Palmiro Togliatti s'alignèrent d'autant plus qu'ils étaient déjà lancés dans le révisionnisme.

Le basculement était ainsi complet, tout comme en URSS révisionniste devenant social-impérialiste et dont les pays de l'Est européen devinrent des satellites, à part la Yougoslavie inféodée aux États-Unis et à la Grande-Bretagne et l'Albanie cherchant à maintenir son indépendance et se tournant vers la Chine.